EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Séance du 26 juin 2018

Monsieur Jean MONTAGNAC, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 100 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Mireille BALOCCO - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Nicole BOUILLLOT - Nadia BOULAINSEUR - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Bruno CHAIX - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandrine D'ANGIO - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriat DJAMBAE - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Josiane FOINKINOS - Josette FURACE - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Jean-Pierre GIORGI - Martine GOELZER - Georges GOMEZ - José GONZALEZ - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Laurence LUCCIONI - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Janine MARY - Christophe MASSE - Martine MATTEI - Guy MATTEONI - Xavier MERY - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Emmanuelle SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Dominique TIAN - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Brigitte VIRZI - Kheïra ZENAFI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Marie-Josée BATTISTA représentée par René BACCINO - Jean-Pierre BERTRAND représenté par Josiane FOINKINOS - Frédéric BOUSQUET représenté par Solange BIAGGI - Valérie BOYER représentée par Mireille BALLETTI - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Sandra DALBIN représentée par Kheïra ZENAFI - Michel DARY représenté par Marie-France DROPY OURET - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par Martine RENAUD - Jean-Claude DELAGE représenté par Nathalie FEDI - Frédéric DOURNAYAN représenté par Emilie DOURNAYAN - Dominique FLEURY VLASTO représentée par Bernard JACQUIER - Roland GIBERTI représenté par Hélène MARCHETTI - Vincent GOMEZ représenté par Garo HOVSEPIAN - Christian JAILLE représenté par Alain CHOPIN - Eric LE DISSES représenté par Laure-Agnès CARADEC - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Stéphane MARI - Marc LOPEZ représenté par Louisa HAMMOUCHE - Marie-Louise LOTA représentée par Daniel HERMANN - Bernard MARTY représenté par Marc POGGIALE - Florence MASSE représentée par Eric SCOTTO - Marcel MAUNIER représenté par Jocelyne TRANI - Danielle MILON représentée par Fabrice JULLIEN-FIORI - Richard MIRON représenté par Isabelle SAVON - Gérard POLIZZI représenté par Lisette NARDUCCI - Roland POVINELLI représenté par Paule JOUVE - Véronique PRADEL représentée par Emmanuelle SINOPOLI - Marlène PREVOST représentée par Jean-Pierre GIORGI - Stéphane RAVIER représenté par Jeanne MARTI - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Michèle EMERY - Guy TEISSIER représenté par Lionel ROYER-PERREAUT - Maxime TOMMASINI représenté par Michel AZOULAI - Claude VALLETTE représenté par Carine ROGER - Josette VENTRE représentée par Albert LAPEYRE - Patrick VILORIA représenté par Marie-Christine CALATAYUD.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Mireille BENEDETTI - Sabine BERNASCONI - Jean-Louis BONAN - Patrick BORE - Michel CATANEO - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Anne DAURES - Dominique DELOURS - Arlette FRUCTUS - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Bruno GILLES - André GLINKA-HECQUET - Régine GOURDIN - Annie GRIGORIAN - Andrée GROS - Nathalie LAINE - Laurent LAVIE - Antoine MAGGIO - Georges MAURY - Patrick Mennucci - Virginie MONNET-CORTI - Marie MUSTACHIA - Patrick PADOVANI - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Nathalie PIGAMO - Jean ROATTA - Jean-Louis TIXIER - Lionel VALERI - Martine VASSAL - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

Signé le 26 Juin 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

Monsieur le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

PROX 036-311/18/CT

■ Mise en application du schéma Métropolitain des Déchets - Approbation de l'évolution de la gestion des déchets assimilables aux ordures ménagères sur le territoire de Marseille Provence, de la modification du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés, du nouveau règlement de la redevance spéciale et de sa tarification

Information du Conseil de Territoire

DRSDP 18/16370/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté-ci après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire Marseille Provence d'approuver la délibération ci-après :

Par délibération DEA 018-2836/17/CM du 19 octobre 2017, le conseil métropolitain a approuvé les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets en soulignant :

- en termes de prévention de déchets, la priorité à établir un niveau de service aux professionnels coordonné sur l'ensemble des territoires avec la mise en place de la redevance spéciale, avec notamment les effets attendus de réduction des tonnages pris en charge par la collectivité,
- en termes de valorisation matière et organique, la nécessité de recentrer les flux des professionnels vers des équipements professionnels qui pourront leur apporter un service plus adapté à leur besoin,
- en termes de principes généraux, la recherche d'optimisations financières et de recettes supplémentaires.

La redevance spéciale est l'une des orientations majeures retenues pour les déployer. Instaurée sur le territoire de la Ville de Marseille en 1995, transférée à la Communauté urbaine qui l'a étendue en 2010 à tout son territoire, puis maintenue par la Métropole, avec le transfert de la compétence collecte et traitement des déchets, elle sera amenée à s'étendre à tout le territoire métropolitain en application de la délibération précitée.

Ce dispositif s'appuie sur le principe essentiel de responsabilité des producteurs de déchets tels que les commerçants, artisans, établissements publics ou privés, professionnels divers (quelle que soit leur forme juridique) affirmé par le code de l'Environnement. Activités de production ou de service, établissements hospitaliers, scolaires, sociaux, ou sportifs, administrations... sont responsables de l'élimination de leurs déchets au sens de son article L541-2 et sont des acteurs incontournables de la propreté de nos territoires.

Les communes ou leurs groupements assurent la collecte et l'élimination des déchets autres que ceux produits par les ménages, définis par décret, qu'elles peuvent, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, collecter et traiter sans sujétions techniques particulières. (cf art L2224-14 CGCT).

Le service d'enlèvement des ordures ménagères est financé par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères dont l'assiette est la valeur locative des locaux occupés.

Lorsqu'une collectivité assure, en plus de la collecte des déchets ménagers, la collecte et le traitement des déchets non ménagers, mais assimilables aux déchets ménagers, elle peut mettre en place une

Signé le 26 Juin 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

redevance spéciale pour financer ce service conformément à l'article L-2333-78 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Aujourd'hui, en application des axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets, la gestion des déchets assimilables des activités présentes sur le territoire de Marseille Provence appelle à la mise en place d'un nouveau dispositif, pour en améliorer la gestion et s'adapter au contexte réglementaire et environnemental qui a connu de nombreuses évolutions ces dernières années. Cette action publique volontariste permettra de :

- développer une politique environnementale poursuivant les objectifs de :
 - o favoriser l'émergence de nouveaux comportements et solutions éco responsables en encourageant de toutes les façons possibles :
 - o la réduction et la valorisation des déchets, et pour cela l'accroissement de l'offre privée de collecte, tri, recyclage, valorisation, à travers un dispositif public incitatif
 - o le respect de l'espace public.
 - o appliquer le principe du « pollueur-payeur », en ciblant notamment les entités les plus productrices de déchets sur les 180 000 déclarées sur le territoire de Marseille Provence,

- fixer les règles égalitaires et opposables à tous en contrepartie des services rendus, conformément au dispositif réglementaire, et notamment de :
 - o harmoniser sur l'ensemble du territoire l'application d'un nouveau dispositif, en appliquant des forfaits automatiques en fonction de la quantité de déchets produits, basée sur la nature de l'activité, et le nombre de salariés.
 - o Définir à 13 860 litres hebdomadaires, le seuil haut des prestations au-delà duquel Marseille Provence estime devoir mettre en œuvre des sujétions techniques particulières qui n'entrent pas dans le champ de ses compétences. Les moyens de collecte libérés seront redéployés pour améliorer la qualité du service rendu aux ménages et autres usagers du service.
 - o viser l'exhaustivité et l'égalité de traitement des producteurs ou détenteurs de déchets assimilés, en leur demandant d'apporter la preuve qu'ils font appel à une société privée de collecte et de recyclage pour pouvoir sortir partiellement ou totalement du dispositif de facturation automatique.
 - o prendre en compte par une bonification, les efforts des producteurs ou détenteurs de déchets qui remettent et entretiennent leurs bacs, en préservant ainsi la propreté des espaces publics,
 - o prendre en compte les efforts collectifs d'amélioration de la gestion des déchets, d'une part en appliquant une révision tarifaire basée sur les coûts réels du service, d'autre part en procédant régulièrement à de nouvelles caractérisations pour faire évoluer les grilles déterminant les forfaits applicables en fonction de la nature des déchets et du nombre de salariés,

- intégrer la recommandation n°6 de la Chambre Régionale des Comptes dans son rapport publié en juillet 2016 poursuivant les objectifs de :
 - o assurer l'exhaustivité du fichier des redevables et

 - o réévaluer le tarif pour couvrir le coût du service.

Pour atteindre ce dernier objectif, le prix au litre évalué sur la base des coûts issus du rapport annuel sur le prix et la qualité du service de collecte est rapporté à chaque forfait. Les grilles de tarification sont annexées à la présente délibération.

Le déploiement de ce nouveau dispositif réclame des moyens de gestion modernes, devra s'ouvrir sur le monde économique et ses représentants et s'appuyer sur une campagne de communication d'envergure afin d'en expliquer les enjeux.

Afin de permettre d'en décliner tous les aspects et de préparer du mieux possible les différentes phases, il est proposé d'en approuver dès à présent les principes fondateurs à travers :

- la modification du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés, et notamment de ses articles relatifs aux déchets assimilables aux déchets ménager posant les principes de gestion de ces déchets opposables à l'ensemble des professionnels du territoire Marseille Provence,
- la refonte du règlement de la redevance spéciale, précisant les modalités applicables aux professionnels assujettis à la redevance spéciale
- l'approbation de la tarification en application du règlement de la Redevance Spéciale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2224-14 et L2333-78 ;
- Le Code de l'Environnement, et notamment son article L541-2 ;
- La délibération du conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole PEDD001-1016/15/CC du 22 mai 2015 portant harmonisation du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés applicable à l'ensemble du territoire ;
- La délibération du conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole PEDD 003-1404/15/CC du 23 octobre 2015 modifiant le règlement de la redevance spéciale et portant notamment la franchise applicable de 120 à 70 litres jours ;
- La délibération MET 17/4757/CM du 19 octobre 2017 du conseil métropolitain, approuvant les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets et engageant notre Etablissement Public à relever les défis d'une politique publique environnementale volontariste.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt pour la métropole de faire évoluer sa gestion des déchets assimilables aux ordures ménagères, d'initier sur le territoire de Marseille Provence un nouveau dispositif de la redevance spéciale en vue de l'étendre ensuite à tout le territoire métropolitain, d'approuver dans ce sens, la modification du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés et le nouveau règlement de la redevance spéciale fixant les principes fondateurs du nouveau dispositif applicable sur le territoire de Marseille Provence ;
- Qu'il convient d'approuver les règlements de collecte des déchets ménagers et assimilés, le règlement de la redevance spéciale et sa tarification ci-annexée.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la mise en application du schéma Métropolitain des Déchets par l'approbation de l'évolution de la gestion des déchets assimilables aux ordures ménagères sur le territoire de Marseille Provence de la modification du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés, du nouveau règlement de la redevance spéciale et de sa tarification.

Certifié Conforme,
Le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence

Jean MONTAGNAC